

Pilotage par l'évaluation (Ouzoulias)

Depuis 1990, les épreuves nationales CE2 et 6e étaient utilisées par les équipes d'enseignants comme « évaluations diagnostiques » pour aider à la « remédiation » des difficultés. Les résultats individuels de chaque enfant pouvaient être donnés à ses parents pour les informer de son cheminement, dans le cadre d'une coopération confiante entre école et famille. Les résultats moyens de toute la France étaient publiés par le ministère : les écoles pouvaient ainsi se situer par rapport à la moyenne nationale ; le public pouvait savoir comment évoluait l'efficacité du système scolaire. Mais MM. Sarkozy et Darcos veulent que, dès la prochaine année scolaire, les évaluations, qui seront passées au CE1 et au CM2, deviennent « un outil de mesure incontestable des résultats des écoles » : il s'agira désormais d' « évaluations bilan » ; elles seront mises en ligne sur Internet, école par école, c'est-à-dire le plus souvent classe par classe, dans le cadre d'un « pilotage du système par les résultats » (discours à Périgueux, février 2008).

Contrairement à ce qu'affirment MM. Sarkozy et Darcos, cela ne favorisera en rien les apprentissages des élèves. Là où il a été mis en place (Californie, Grande-Bretagne), ce « pilotage » a débouché sur la généralisation du bachotage. Comme les maîtres sont tentés de préparer intensivement leurs élèves à la surface des épreuves, ils sont conduits à négliger les acquisitions en profondeur, les vrais « fondamentaux ». On y constate la multiplication des fraudes, certaines écoles truquant les résultats transmis à l'administration. Au grand étonnement des responsables politiques qui ont voulu appliquer à l'école ce « pilotage par les résultats » en vogue dans le privé... celui-ci a abouti à une baisse des performances réelles de l'ensemble des élèves !

« Comparateur d'écoles », ce dispositif établira un classement qui, avec la fin de la carte scolaire, transformera le réseau des établissements en un vaste marché et les parents en consommateurs. Il installera les écoles dans une relation de concurrence plutôt que de coopération : quand une équipe de maîtres aura mis au point un procédé pédagogique qui favorise la réussite de ses élèves dans tel ou tel domaine, pour conserver son avance, elle devra éviter de le divulguer aux autres écoles ! Les maîtres seront constamment soumis à la pression des familles qui deviendront les vrais prescripteurs pédagogiques. L'école publique, qui aurait besoin de plus de sérénité, deviendra le champ clos de conflits entre groupes de parents adhérant à des conceptions éducatives différentes. La porte sera alors grande ouverte au communautarisme et la laïcité sera vite submergée. Quant à la façon dont tel maire ou tel groupe politique local utilisera ces résultats,

il n'est pas difficile de l'anticiper si l'on se remémore les appels au lynchage de certains enseignants par des groupes comme SOS *Éducation*, lors de la polémique sur la lecture au CP.

Il faut bien voir aussi qu'avant même la généralisation de ce dispositif à toute la scolarité primaire, les résultats pourraient servir à l'évaluation des équipes d'enseignants par leur hiérarchie et au calcul du « salaire au mérite » qu'appellent de leurs vœux des personnalités proches du gouvernement. Ils pourraient servir également au recrutement des maîtres « superviseurs » chargés d'encadrer le « compagnonnage » que le ministère dit vouloir établir en remplacement de la formation actuelle organisée par les IUFM. En fait, avec la publication classe par classe des résultats des évaluations, toute l'école risque d'être gouvernée par la réussite à des exercices dont la pertinence ne sera pas discutable puisqu'elle relèvera d'une norme administrative. C'est l'idée même d'évaluations au service des apprentissages et de l'amélioration du service public d'éducation qui sera discréditée. Qu'ils l'aient voulu ou non, avec ce « pilotage par les résultats », nos gouvernants auront alors établi une « pédagogie » officielle dont le principe ultime est hélas celui du dressage : la fin justifie les moyens. Les élèves eux-mêmes, au lieu de se mobiliser de façon désintéressée sur les enjeux intellectuels, émotionnels et humains de la culture scientifique, littéraire, artistique et technique, travailleront dès l'école élémentaire en vue d'un mobile unique : l'attente de bonnes notes et la peur d'en avoir de mauvaises.